Discours du Président de la République à Toulon
DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Toulon (Var) – jeudi 1er décembre 2011

Madame et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Maire de Toulon, cher Hubert,
Mes chers concitoyens,

Il y a trois ans, le 25 septembre 2008, au pire moment de la tourmente financière qui allait plonger l'économie mondiale dans la plus grande crise depuis la deuxième guerre mondiale, c'est dans cette même salle que je me suis adressé aux Français.

Je n'ai pas écouté ceux qui me conseillaient de ne rien dire de peur qu'en disant la vérité, on créât la panique. J'avais la conviction que pour sauver la confiance, pour éviter la peur, il fallait au contraire dire la vérité aux Français.

Cette vérité, les Français étaient prêts à l'entendre.

Leur dire la vérité, c'était leur dire que la France ne pouvait pas rester à l'abri d'une crise planétaire.

C'était leur dire que cette crise était grave, qu'elle allait durer, qu'elle aurait des conséquences sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat.

Leur dire la vérité, c'était leur dire que tout le système bancaire était menacé, que leurs économies déposées dans les banques étaient menacées mais que nous ne laisserions aucune banque faire faillite, que nous ne permettrions pas qu'un seul Français perdît un seul centime de ses dépôts.

Pas une seule banque n'a fermé ses portes, pas un seul centime de dépôt n'a été perdu grâce au plan de sauvetage bancaire et aux garanties apportées par l'État.

Ce ne sont pas les banquiers qui ont été secourus.

Ce ne sont pas les actionnaires des banques qui ont été protégés.

Ce sont les économies des Français qui ont été sauvées ainsi que leurs emplois car la faillite d'une banque aurait entraîné celle de toutes les autres et c'est l'économie tout entière qui, privée de crédit, se serait effondrée.

Et cela n'a pas coûté un centime au contribuable.

Dire la vérité aux Français, c'était leur dire que l'État ne pouvait pas indéfiniment financer ses dépenses courantes et ses dépenses de solidarité par l'emprunt, parce qu'un jour, il faut payer ses dettes.

Dire la vérité aux Français, c'était leur dire que la crise était une crise structurelle qui nécessitait des réponses structurelles, qu'elle appelait à accélérer le rythme des réformes, non pas à l'arrêter ou à le ralentir.

Dire la vérité aux Français, c'était leur dire que pour sortir de la crise il faudrait travailler davantage et non pas moins.

Je sais que la vie d'un grand nombre de Français est plus difficile aujourd'hui, après trois ans de crise.

Je sais que malgré toutes les mesures qui ont été prises, beaucoup de Français ont souffert et continuent de souffrir.

Chacun a dû faire des efforts, chacun a dû faire des sacrifices.

Mais prenons le temps de regarder autour de nous dans quelle situation se trouvent les pays européens qui n'ont pas pris à temps la mesure de la crise, qui n'ont pas fait à temps les efforts nécessaires. Ils ont été obligés de baisser les salaires et les retraites et d'augmenter massivement les impôts.

En 2008, j'ai dit que le capitalisme devait être refondé. J'ai dit qu'il fallait moraliser la finance.

Le G20 que la France avait voulu, contribua à sauver la confiance qui se trouvait partout ébranlée.

On peut toujours déplorer qu'il ne soit pas allé assez vite ou assez loin. Mais si nous regardons d'où nous venons et ce qui a été accompli depuis 3 ans, c'est une véritable révolution qui a commencé : pour les rémunérations des traders, pour les paradis fiscaux, pour les banques, pour les marchés de matières premières, rien ne sera plus comme avant.

En septembre 2008, ici, à Toulon, au cœur de la tourmente, j'avais tracé une perspective : celle d'un capitalisme de production, d'une mondialisation régulée, d'une finance encadrée, d'un développement durable, d'un nouveau rôle pour l'État dans l'économie, d'une nouvelle gouvernance européenne et mondiale.
Au-delà de l'urgence à laquelle le gouvernement de François Fillon a dû, avec courage et une détermination auxquelles je veux rendre hommage, faire face jour après jour, pour protéger les Français, la politique de la France s'est résolument inscrite depuis quatre ans dans cette perspective. Pas un jour je n'ai renoncé à un seul de ces objectifs.

* * *

Mais aujourd'hui, la peur est revenue.

Cette peur qui détruit la confiance.

Cette peur qui paralyse les consommateurs, qui empêche l'investisseur d'investir, l'entrepreneur d'entreprendre, le patron d'embaucher, le banquier de prêter.

Cette peur porte un nom : c'est la peur pour la France de perdre la maîtrise de son destin.

La seule façon de conjurer cette peur c'est de dire la vérité.

La vérité, c'est que la crise n'est pas finie et qu'il ne peut pas y avoir de projet politique qui ne procède d'un diagnostic de la crise et de son ampleur. Nier la crise c'est s'interdire toute perspective d'avenir.

Ce que l'on appelle la crise de la dette souveraine qui frappe l'Europe de plein fouet, c'est la même crise qui se poursuit. C'est la crise de la dette privée qui se prolonge en crise de la dette publique. C'est la même crise, qui après avoir frappé les banques, frappe les États.

Cette crise frappe tous les grands pays développés, quelles qu'aient été les majorités de gauche ou de droite qui les ont gouvernés et les politiques qu'elles ont menées au cours des dernières décennies.

Il faut chercher les causes communes qui ont conduit le monde dans la situation où il se trouve aujourd'hui.

C'est dans l'instauration, à partir de la fin des années 70, d'une mondialisation sans règle autre que celles qui garantissaient la liberté du commerce que se trouve l'origine des difficultés actuelles.

A la fin des années 70, par une sorte de retour du balancier, l'idéologie du laisser-faire a triomphé au point de faire oublier au monde toutes les leçons qui avaient été tirées de la Grande Dépression des années 30. La globalisation financière s'est installée pour compenser artificiellement les ravages que la mondialisation sans règle provoquait dans les économies des pays développés.

C'était nécessaire pour que les excédents des uns puissent financer les déficits des autres.

C'était nécessaire pour que l'endettement puisse compenser la baisse inacceptable du niveau de vie des ménages dans les pays développés.

C'était nécessaire pour financer un modèle social qui croulait sous les déficits.

C'était inéluctable pour que le capital financier puisse aller chercher ailleurs les profits qu'il ne pouvait plus espérer dans les pays développés.

Ainsi s'est mise en place une gigantesque machine à fabriquer de la dette.

Ainsi les pays développés ont-ils cherché leur salut dans la seule voie qui leur restait: la fuite en avant dans l'endettement.

Dans certains pays comme la France, c'est l'État qui s'est endetté. Pas un seul budget en équilibre depuis 1974 ! Dans d'autres pays comme l'Angleterre ou l'Espagne ce sont les ménages qui pendant longtemps se sont endettés. Dans d'autres encore, comme aux États-Unis, les ménages et l'État se sont endettés en même temps.

La croissance extravagante du secteur financier qui a disséminé d'invraisemblables quantités de dettes a eu pour conséquence la financiarisation de l'économie. Elle l'a mise sous la domination exclusive de la logique spéculative et l'obsession du court-terme. On en connait les conséquences dramatiques sur l'industrie, sur l'environnement, sur les inégalités et sur la dégradation de la valeur du travail.

Dès lors que la fuite en avant dans l'endettement devient impossible parce que les prêteurs ne veulent plus prêter, parce que l'immense pyramide des dettes jusque-là dissimulée par la complexité et la sophistication de la finance globale apparait aux

yeux de tous comme un risque énorme, alors commence un nouveau cycle économique.

Ce nouveau cycle sera bien différent du précédent. Le cycle qui s'annonce sera un cycle de désendettement qui ramènera le balancier de l'économie vers le travail et la production que les pays développés avaient eu tendance à trop sacrifier.

Le passage d'un grand cycle d'endettement à un grand cycle de désendettement va s'accompagner d'un ajustement auquel toutes les politiques économiques des pays développés vont se trouver confrontées.

Je ne crois pas qu'il serait économiquement juste, ni moralement acceptable d'imputer aux Français les difficultés que nous vivons.

Nous ne sommes pas à la fin des Trente Glorieuses. Nous ne sortons pas de trente ans de prospérité dont il faudrait corriger les excès.

Nous ne sortons pas de trente années où les Français auraient refusé de faire le moindre effort pour faire face à la concurrence des pays émergents.

Depuis trente ans les Français ne consomment pas plus qu'ils ne gagnent. Au contraire, ils épargnent. Les ménages français sont parmi ceux qui dans le monde épargnent le plus.

Depuis trente ans, dans leur immense majorité, les Français subissent plus de stress, plus de tensions, plus de fatigue. Ils ont, de plus en plus de mal à se projeter dans l'avenir. Je pense, en particulier, aux jeunes générations qui ont des difficultés de plus en plus grandes pour entrer dans la vie active.

Cette situation a été d'autant plus mal vécue que depuis 30 ans les efforts des Français pour être plus productifs ont été considérables. Ils ont été courageux.

Et surtout, depuis trente ans, ceux qui travaillent et qui sont proportionnellement de moins en moins nombreux ont vu peser lourdement sur leurs revenus la charge de ceux, de plus en plus nombreux, qui vivent plus longtemps, de ceux qui font des études de plus en plus longues, de ceux qui sont au chômage, de ceux que les accidents de la vie ont plongé dans la détresse.

Dire la vérité aux Français c'est leur dire que cette situation, insoutenable dans la durée, se trouve aggravée si brutalement par la crise qu'il est impossible de continuer ainsi.

C'est pour cette raison que la réforme des retraites ne pouvait plus être différée et qu'il a fallu en accélérer le calendrier. Contester cette réalité, c'est mentir gravement aux Français. La réforme que nous avons mise en œuvre qui garantit le financement des retraites des Français pour l'avenir était une décision socialement juste. Permettre la retraite à 60 ans sans financement était une décision socialement injuste.

Dire la vérité aux Français c'est ne rien leur cacher des conséquences de la crise et des efforts qu'elle implique pour tous.

Si les Français éprouvent un malaise quand ils s'interrogent sur leur avenir et celui de leurs enfants c'est qu'ils ont le sentiment que leur vie est ballotée par des crises dont ils ne sont pas responsables, qu'ils ne sont plus maîtres de leur avenir.

Pour rendre aux Français la maîtrise de leur avenir, il faut rendre à la France la maîtrise de son destin. Et pour cela elle doit entrer de plain-pied dans le nouveau cycle économique. Elle doit s'y préparer.

Il y a trois façons de répondre à la crise.

La première, c'est de la nier. Expliquer que ce n'est pas grave, que la crise n'est qu'un prétexte. C'est mentir aux Français et préparer des catastrophes dont la France ne se remettrait pas.

La seconde, c'est de faire le choix exclusif de l'austérité, de la rigueur, de la déflation. Ce serait le choix de la baisse des salaires et des retraites. Ce serait le choix de faire porter tout le poids de la crise sur le pouvoir d'achat. Ce serait le choix qui tirerait tout vers le bas, un choix qui prendrait le risque de plonger l'économie dans la récession et même dans la dépression.

Il y a un autre choix possible. Celui de répondre à la crise par le travail, par l'effort et par la maîtrise de nos dépenses. C'est un ajustement par le haut. C'est un choix qui préserve le niveau de vie. Entre la baisse des retraites et travailler plus longtemps, je choisis la deuxième solution. Entre gagner moins et travailler davantage, je suis convaincu que la deuxième solution est préférable à la première, qu'elle est plus juste et qu'elle nous permettra de sortir de la crise au lieu de l'aggraver. Ce choix de l'effort, du travail, c'est la politique que suit avec constance le gouvernement.

Dans le monde tel qu'il est, avec les défis que nous avons à relever, avec ce que sont les tendances de la démographie, la retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences et qu'il nous a fallu réparer.

La crise est d'abord un révélateur de nos faiblesses. Mais pour peu que nous sachions en tirer les leçons, les crises nous indiquent aussi la voie à suivre pour reconstruire et elles donnent à la politique une responsabilité et un champ d'action au fond sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale parce qu'il faut tout imaginer, tout réinventer.

Il nous faut d'abord de nouveau parer à l'urgence, en évitant de devenir une cible pour la spéculation en brisant le doute sur notre capacité à maîtriser notre endettement et à rembourser nos dettes. Car le doute nous fait payer plus cher notre dette.

En réduisant nos déficits, nous diminuons l'emprise que les marchés exercent sur nous, nous préservons la maîtrise de notre destin.

Pour réduire nos déficits nous devons éliminer nos mauvaises dépenses, celles qui sont inutiles, celles que l'on peut supprimer sans diminuer la qualité du service public, celles que l'on peut compenser par un effort raisonnable de productivité, celles qui sont le fruit d'une mauvaise gestion, d'un mauvais contrôle, celles que l'on a laissé dériver par manque de courage pour réformer ou par défaut d'anticipation.

Depuis des décennies, nous dépensons trop et souvent mal. Cela ne peut plus durer. L'habitude qu'avait prise l'Etat d'être un guichet où l'on répondait oui, non pas à ceux qui en avaient le plus besoin mais à ceux qui pouvaient protester le plus et bloquer le plus. Cela ne peut plus durer.

Nous devons diminuer nos dépenses courantes, en étant plus attentifs à l'utilité de la dépense publique. Nous devons continuer à réduire les effectifs de la fonction publique en maintenant la règle du non renouvellement de un départ sur deux à la retraite. Nous devons le faire avec détermination. Mais aussi avec sang-froid, raisonnablement, sans nous laisser gagner par la fébrilité et les emballements des marchés.

C'est pour cela que, dans le même temps que nous économisons, nous devons continuer d'encourager le travail et donc les heures supplémentaires, préserver les allègements de charge et nous devons continuer d'investir, car la clé de notre avenir est dans la productivité et dans la compétitivité.

La France a des atouts exceptionnels pour affronter toutes les concurrences et toutes les épreuves. De tous les grands pays développés, il est celui dont le système institutionnel a le mieux résisté à la crise. Grâce à ses institutions il peut être gouverné même quand les temps sont difficiles. Ce n'est pas en passant à la VIe République qui ne serait en réalité qu'un retour à la IVe que la France maîtrisera mieux son destin. Nous avons connu l'époque des marchandages entre partis. Le résultat, ce fut l'impuissance, l'abaissement et la confusion. Dans un monde où il faut décider vite et avec sang-froid, sans à priori idéologique, c'est une fantaisie coupable que la France ne peut pas se permettre.

Quand l'économie mondiale est entrée en récession, le modèle social français s'est révélé efficace pour amortir le choc. Il a contribué à ce que l'économie recule moins en France qu'ailleurs.

Mais qui peut penser le maintenir sans l'adapter aux conditions qui sont celles de notre époque ?

On n'éduque pas, on ne soigne pas comme hier. La délinquance n'est pas la même qu'hier. Les inégalités ne sont pas les mêmes. Et surtout, il est apparu une nouvelle inégalité celle qui fait la vie plus difficile à ceux qui travaillent au bas de l'échelle par rapport à une minorité qui voudrait profiter du système sans assumer sa part des devoirs.

On ne peut pas financer notre protection sociale comme hier en prélevant uniquement sur les salaires quand les frontières sont plus ouvertes et qu'il faut faire face à la concurrence de pays à bas salaires. La réforme du financement de notre modèle social est devenue urgente.

Nous ne pouvons pas garder la même organisation de notre protection sociale que celle de l'après-guerre alors que ceux qui changent plusieurs fois d'entreprise, de secteur, de métier, tout au long de leur vie active sont de plus en plus nombreux.

Face à la tourmente économique et financière, disposer comme la France d'un État fort adossé à une longue tradition administrative est apparu comme un atout considérable, tandis qu'un État faible, dépourvu de toute autorité, est apparu comme l'une des causes principales qui ont conduit bien des pays à être emportés par la tourmente.

La France a des atouts que bien des pays dans le monde lui envient. Elle a une démographie dynamique, une jeunesse nombreuse, des entrepreneurs, des

chercheurs et des ingénieurs de talent, une main d'œuvre de grande qualité, travailleuse, bien formée. Elle a une longue tradition industrielle et agricole, des savoir-faire qui sont issus du travail de plusieurs générations.

Ce n'est pas en renonçant à notre indépendance énergétique et en boudant l'énergie nucléaire dans laquelle la France a investi depuis un demi-siècle tant d'intelligence et d'argent qu'elle valorisera au mieux ses atouts.

Ce n'est pas en choisissant une politique de partage du travail qui a échoué partout dans le monde que la France tirera le meilleur parti de ses ressources.

Cette voie tourne le dos au progrès.

C'est le travail qui crée le travail, c'est l'investissement qui engendre l'investissement.

Travailler plus et mieux, se former plus et mieux, investir massivement et mieux, ce sont les principaux leviers par lesquels la France se mettra en phase avec le nouveau cycle économique.

Alors qu'en France comme dans la plupart des grands pays développés frappés par la crise mondiale, le chômage augmente, nous avons le devoir de chercher toutes les solutions pour créer des emplois. La crise ne doit pas nous faire baisser les bras. Et ce n'est pas parce qu'il y a une élection présidentielle qu'il faut attendre.

C'est dès à présent qu'il faut se battre pied à pied, qu'il faut mobiliser toutes les intelligences, toutes les bonnes volontés. Nous ne gagnerons pas la bataille de l'emploi sans les chefs d'entreprise, sans les partenaires sociaux. C'est pourquoi en janvier prochain j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.

Sur l'emploi on n'a pas tout essayé. Quand on voit monter le chômage, on n'a pas le droit de dire qu'on y peut rien, même si tout ne dépend pas de nous. Mais à la fin il n'y a que la croissance qui viendra à bout du chômage de masse.

A l'entrée d'un cycle de désendettement qui porte en lui-même des tendances récessives, l'action en faveur de la croissance doit être plus vigoureuse que jamais. Ce moment crucial où se dessine un nouveau modèle de croissance, c'est celui qu'il ne faut pas manquer.

La triple révolution du numérique, de l'écologie et de la connaissance change tout. Elle bouleverse les modes de production. Elle fait glisser la croissance du matériel à l'immatériel, de la quantité à la qualité, de la standardisation à l'innovation.

A côté du capital et du travail, elle donne une importance nouvelle à ces facteurs de production que sont l'intelligence, le savoir, l'imagination. L'autonomie des universités, le Grenelle de l'Environnement, le crédit d'impôt recherche, les 35 milliards d'investissements d'avenir dans l'enseignement supérieur, dans la recherche, dans les technologies du futur préparent cette immense révolution. Il faut persévérer.

Ce n'est pas le moment de nous décourager, de nous rétracter, de nous replier sur nous-mêmes, de nous réfugier dans l'immobilisme, dans la précaution, de rejeter le progrès.

C'est le moment de travailler, d'investir, d'entreprendre. C'est le moment où l'État doit redevenir innovateur, entrepreneur, investisseur, où il doit entraîner ceux qui inventent, qui créent, qui entreprennent. OSEO, le Grand Emprunt, le Fonds Stratégique d'Investissement, ce sont des outils de financement de cette révolution de long terme. Il faut persévérer dans cette voie.

Mais nous ne reprendrons pas la maîtrise de notre destin tout seul. Nous ne domestiquerons pas la finance tout seul. Nous ne changerons pas les règles de la mondialisation tout seul. Nous ne retrouverons pas le chemin de la croissance tout seul.

Chacun doit comprendre que la France est tellement engagée dans le monde, que son économie est tellement plongée dans l'économie mondiale, qu'il n'y a pas de différence entre la politique intérieure et la politique extérieure, entre la politique nationale et la politique européenne, Au-dedans et au dehors, c'est une seule et même politique qu'un pays comme le nôtre doit mettre en œuvre pour faire face à une seule et même crise qui est mondiale.

Dire la vérité aux Français c'est leur dire que l'isolement n'est pas une solution, que nous n'avons pas le choix entre l'ouverture et la fermeture parce que la fermeture serait mortelle pour notre économie, pour nos emplois, pour notre niveau de vie. Les sociétés fermées n'ont qu'un destin possible: le déclin. Le déclin économique, intellectuel, moral.

C'est cette lucidité, cette acceptation du réel qui nous permettra de peser en Europe et dans le monde et d'être capable de fixer les limites que nous n'entendons pas voir dépasser.

Ainsi, nous refuserons d'effacer nos frontières. Elles sont la condition de notre liberté, de notre démocratie, de notre solidarité.

Ainsi, nous défendrons notre identité, notre culture, notre langue, notre façon de vivre, notre modèle social.

Ainsi, nous n'accepterons pas une immigration incontrôlée qui ruinerait notre protection sociale, qui déstabiliserait notre société, perturberait notre façon de vivre, bousculerait nos valeurs. L'immigration est féconde si elle est maîtrisée pour que ceux que nous accueillons puissent être accueillis dans les meilleures conditions possibles, pour qu'ils prennent en partage notre histoire, nos valeurs, notre façon de vivre.

Régulariser tous les étrangers en situation irrégulière, c'est la certitude de créer un appel d'air incontrôlable.

Ainsi nous ne pourrons tolérer la persistance des dumpings, des concurrences déloyales, le pillage de nos technologies qui détruisent nos usines.

Au fond la seule façon de nous protéger est d'être les artisans d'un changement avec les autres plutôt que de nous engager dans une aventure solitaire qui serait sans issue.

Ayons conscience que si nous échouons à changer ensemble les règles du jeu, le monde risque de sombrer dans le chacun pour soi et le protectionnisme et nous irons à la catastrophe, parce qu'alors nous risquons de refaire pas à pas le chemin tragique qu'a emprunté le monde dans les années 30.

Il y a une réalité que chacun doit comprendre, que chacun doit accepter : la souveraineté ne s'exerce qu'avec les autres.

L'Europe, ce n'est pas moins de souveraineté, mais davantage de souveraineté parce que c'est davantage de capacité d'agir.

On défend mieux sa souveraineté avec des alliés, que tout seul. C'est la grande leçon de l'histoire du XXème siècle. Renoncer à notre place de membre permanent du conseil de Sécurité et à notre droit de véto ne serait ni plus ni moins qu'une faute. Nous n'aurions pu aider les peuples de Libye et de Côte d'Ivoire à se libérer.

La France et l'Allemagne, après tant de tragédies, ont décidé d'unir leur destin, de regarder ensemble vers l'avenir. Revenir sur cette stratégie serait impardonnable.

L'histoire et la géographie ont fait l'Allemagne et la France rivales ou partenaires. En faisant le choix de l'amitié le Chancelier Adenauer et le Général de Gaulle ont fait un choix historique.

L'Allemagne et la France unies, c'est l'Europe toute entière qui est unie et forte. La France et l'Allemagne désunie, c'est l'Europe toute entière qui est désunie et qui est affaiblie. Je recevrai lundi prochain à Paris la chancelière Merkel et ensemble nous ferons des propositions pour garantir l'avenir de l'Europe.

Chacun a son histoire, chacun a ses blessures. Quand on parle de la monnaie, l'Allemagne se souvient de son histoire. Nous devons la comprendre et nous devons la respecter.

Chacun a ses institutions, sa culture politique, sa conception de la Nation. L'une est fédérale, l'autre est unitaire. Il faut comprendre cette différence. Il faut la respecter.

La France et l'Allemagne ont fait le choix de la convergence. Je ne reviendrai jamais sur ce choix. Cela ne veut pas dire que l'une veut se mettre à la remorque de l'autre, ni que les deux veulent renoncer à leur identité jusqu'à se confondre.

Le choix de la convergence, ce n'est pas celui de l'imitation mais celui des leçons tirées en commun de l'expérience de chacun.

Le choix de la convergence c'est celui du travail en commun, de l'effort partagé pour construire au cœur de l'économie européenne une zone de stabilité et de confiance qui sera le moteur de la compétitivité européenne. Je ferai tout pour qu'il en soit ainsi.

L'Europe n'est plus un choix. Elle est une nécessité. Mais la crise a révélé ses faiblesses et ses contradictions. L'Europe doit être repensée. Elle doit être refondée.

Il y a urgence. Le monde n'attendra pas l'Europe. Si l'Europe ne change pas assez vite, l'Histoire s'écrira sans elle.

C'est la conviction de la France et de l'Allemagne.

L'Europe a besoin de plus de solidarité. Mais plus de solidarité exige plus de discipline.

C'est le premier principe de la refondation de l'Europe.

Car la solidarité ne doit pas être un encouragement au laxisme.

L'Europe a besoin de plus de politique. Je veux dire de plus de responsabilité politique.

L'Europe sans politique, l'Europe en pilotage automatique qui ne fait qu'appliquer aveuglément les règles de la concurrence et du libre-échange est une Europe qui ne peut pas faire face aux crises. C'est une Europe désarmée. C'est une Europe qui est condamnée à subir. Cette Europe-là, nous n'en voulons pas.

L'Europe a besoin de plus de démocratie. Parce que l'Europe est une entreprise qui ne peut pas réussir sans les peuples. Parce que si les peuples se méfient de l'Europe, l'Europe reculera. L'Europe plus démocratique, c'est l'Europe où ce sont les responsables politiques qui décident.

Plus de politique, c'est le deuxième principe de refondation de l'Europe.

La refondation de l'Europe, ce n'est pas la marche vers plus de supranationalité. Ce n'est pas la réouverture des vieilles querelles entre les partisans de l'Europe des nations et de l'Europe fédérale.

L'Europe se refondera en tirant pragmatiquement les leçons de la crise. La crise a poussé les chefs d'États et de gouvernements à assumer des responsabilités croissantes parce qu'au fond eux seuls disposaient de la légitimité démocratique qui leur permettait de décider. C'est par l'intergouvernemental que passera l'intégration européenne parce que l'Europe va devoir faire des choix stratégiques, des choix politiques.

Au sein de la zone Euro, il nous faut décider maintenant aller sans crainte vers davantage de décisions prises à la majorité qualifiée.

L'Europe ouverte à tous les vents, l'Europe qui ne se protège par contre les dumpings, l'Europe qui ouvre ses marchés sans exiger la réciprocité de la part de ses concurrents, l'Europe qui laisse entrer des produits de pays qui ne respectent pas les règles sociales ou environnementales, ça ne peut plus durer. L'Europe doit négocier pieds à pieds la défense de ses intérêts commerciaux.

L'Europe qui fait appliquer à l'intérieur le principe de la libre circulation et qui ne contrôle pas ses frontières extérieures, ça ne peut plus durer. Schengen doit être repensé.

L'Europe qui tolère le dumping social et le dumping fiscal entre ses États membres, l'Europe qui supporte que les subventions qu'elle verse à certains de ses membres pour les aider à combler leur retard sur les autres puissent servir à baisser leurs charges et leurs impôts pour faire aux autres une concurrence déloyale, ça ne peut plus durer.

L'Europe ne peut pas laisser ses groupes industriels à la merci de tous les prédateurs du monde, parce qu'elle leur interdit de se regrouper au nom d'une fausse conception de la concurrence, L'Europe ne peut plus ignorer la nécessité absolue d'une politique industrielle, pour soutenir nos filières et nos exportations.

L'Europe doit défendre sa politique agricole commune car dans un monde de ressources rares, la sécurité alimentaire est un élément essentiel de l'indépendance.

L'Europe va devoir faire des choix cruciaux dans les semaines qui viennent. Ces choix ne peuvent plus être ceux des années 80.

La crise est un accélérateur.

La crise est un défi majeur pour l'Europe. Le plus grand défi sans doute qu'elle ait eu à relever depuis qu'elle existe.

Ne nous le cachons pas, l'Europe peut être balayée par la crise si elle ne se ressaisit pas, si elle ne change pas.

Mais dans l'Europe, il y a l'Europe à 27 et il y a l'Europe de l'Euro.

Au cœur de la crise européenne, il y a la crise de l'Euro. C'est la plus grave. Elle peut tout emporter. Que restera-t-il de l'Europe si l'Euro disparaît, si le cœur économique de l'Europe s'effondre ?

Au moment de faire le choix de l'Euro, nous nous sommes divisés entre partisans du oui et partisans du non. Chacun avait ses raisons, ses arguments qui étaient respectables.

Mais le débat est derrière nous. L'Euro existe. Sa disparition aurait des conséquences dramatiques pour les Français. Elle rendrait notre endettement ingérable. L'effondrement de la confiance paralyserait tout. Les Français s'appauvriraient... Nous n'avons pas le droit de laisser se produire un tel désastre.

Prenons la crise de l'Euro pour ce qu'elle est : une crise de crédibilité, une crise de confiance.

Elle ne peut se résoudre qu'en restaurant la crédibilité, en restaurant la confiance.

Si nous voulons que l'Euro survive, nous n'avons pas le choix : nous devons opposer une solidarité sans faille à tous ceux qui doutent de la viabilité de l'Euro et qui spéculent sur son éclatement.

Il doit être absolument clair que tous les pays de la zone Euro seront solidaires les uns des autres. Il doit être clair que ce qui a été fait pour la Grèce, dans un contexte très particulier, ne se reproduira plus, qu'aucun État de la zone Euro désormais ne sera mis en défaut. Il doit être absolument clair qu'à l'avenir aucun épargnant ne perdra un centime sur le remboursement d'un prêt accordé à un pays de la zone Euro. C'est une question de confiance et la confiance conditionne tout.

Il doit être clair que cette solidarité sans faille, tous les Etats et toutes les institutions y travaillent sans relâche.

C'est la raison d'être du Gouvernement de la zone Euro que la France a voulu et qui réunira les chefs d'État et de Gouvernement pour décider ensemble.

C'est la raison pour laquelle la France a proposé la création d'un Fonds monétaire européen qui sera pour l'Europe l'instrument de sa solidarité, qui sera en mesure de venir en aide aux pays en difficulté. Ce Fonds mobilisera les ressources nécessaires pour offrir un rempart face à la spéculation. Nous le pérenniserons, le renforcerons et je souhaite que nous lui permettrions de décider, à la majorité qualifiée.

Naturellement, la Banque Centrale Européenne a un rôle déterminant à jouer. Il y a des débats sur ce que lui autorisent ses statuts. Je ne veux pas entrer dans ces débats. La BCE est indépendante. Elle le restera. Je suis convaincu que face au risque déflationniste qui menace l'Europe la Banque Centrale agira. A elle de décider quand et avec quels moyens. C'est sa responsabilité. Nul ne doit douter qu'elle l'assumera, et, d'ailleurs je me félicite de ce qu'elle ait commencé à le faire.

Cette solidarité sans faille n'est pas envisageable sans une discipline plus stricte. Si l'on veut plus de solidarité, il faut plus de discipline budgétaire. Nous devons discuter ensemble de nos politiques budgétaires, non pour qu'elles soient les mêmes partout alors que les situations sont différentes, mais pour qu'elles se rapprochent au lieu de s'écarter les unes des autres. Examinons en commun nos budgets. Instaurons des sanctions plus rapides plus automatiques et plus sévères pour ceux qui ne respectent pas leurs engagements. Renforçons les dispositifs de prévention pour que les dérives que nous avons connues ne se reproduisent plus. Chaque pays de la zone euro doit adopter une règle d'or qui inscrira dans son ordre juridique l'objectif d'équilibre budgétaire. La France doit l'adopter. L'idéal si chacun faisait preuve de responsabilités, serait de le faire avant la Présidentielle. Si tel n'était pas le cas, il faudrait le faire immédiatement après.

Il ne peut y avoir de monnaie unique sans que les économies convergent. Si les écarts de niveau de vie, de productivité, de compétitivité se creusent entre les pays, l'Euro se révèlera tôt ou tard trop fort pour les uns, trop faible pour les autres ; et la zone euro éclatera.

La convergence, ce doit être le maître mot de la zone euro.

Ce processus sera nécessairement long et difficile.

Depuis le début de la crise de la dette, reconnaissons-le, l'Europe a déçu. Pas assez vite, pas assez loin, pas assez fort. J'entends ces critiques. Parfois, j'ai partagé l'impatience des observateurs. Mais la tâche était si difficile. Le Traité de Maastricht s'est révélé imparfait. Il prévoyait des mécanismes de préventions, mais bien lacunaires, des sanctions, peu appliquées et aucun instrument d'urgence.

Nous avons dû tout réinventer, tout reconstruire, et nous avons redécouvert que parfois nos conceptions de la politique économique ou de l'union monétaire étaient demeurées différentes, en dépit de 10 ans de vie commune.

Maintenant, dans une situation extrême, après le long chemin que nous avons parcouru, nous devons revenir à l'essentiel et le réaffirmer solennellement. C'est pourquoi la France milite avec l'Allemagne pour un nouveau Traité.

Plus de discipline, plus de solidarité, plus de responsabilité assumées devant les peuples un véritable gouvernement économique. Tel est notre vision de l'avenir de la Zone Euro et de la future réforme des Traités.

C'est pour que dans le monde de demain l'Europe puisse encore faire entendre sa voix et faire vivre une très ancienne idée de la civilisation à laquelle elle tient par-dessus tout que la France se bat.

C'est pour que dans le monde de demain chacun, en se développant, contribue au développement des autres au lieu que chacun cherche à se développer au détriment des autres que la France se bat.

C'est pour que dans le monde de demain la coopération prévale sur la confrontation que la France se bat.

C'est pour que dans le monde de demain ses valeurs, son mode de vie, sa culture ne soient pas condamnées à disparaître que la France se bat.

C'est pour que les Français ne voient pas s'évanouir tout ce qu'à force de travail, d'intelligence, de générosité, ils ont construit de grand, de beau que la France se bat, qu'elle se bat à l'intérieur et à l'extérieur.

Ce combat, la France le mène sans arrogance, mais sans relâche, avec la conviction qu'au plus fort de la pire des crises économiques qui n'ait jamais menacé le monde depuis trois quarts de siècle, il porte une espérance qui ne doit pas s'éteindre.

Vive la République.

Vive la France.